

1  
NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE



E/CN.14/200  
26 octobre 1962

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Cinquième session  
Léopoldville  
Février - mars 1963  
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT SUR LE CENTRE FAO/CEA DE PERFECTIONNEMENT  
DU CREDIT AGRICOLE EN AFRIQUE

RAPPORT SUR LE CENTRE FAO/CEA DE PERFECTIONNEMENT  
DU CREDIT AGRICOLE EN AFRIQUE

Addis-Abéba, 7 - 17 mai 1962

1. La Commission économique pour l'Afrique a patronné, en collaboration avec la FAO, un Centre de perfectionnement du crédit agricole en Afrique dont la session a eu lieu du 7 au 17 mai 1962 à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba, Ethiopie. Ce Centre était le cinquième d'une série de centres régionaux sur le crédit agricole organisés par la FAO mais le premier à se tenir en Afrique. Il s'adressait principalement aux pays africains d'expression anglaise. Les participants, choisis en raison de leurs compétences techniques personnelles venaient des pays suivants : Basoutoland, Betchouanaland, Ethiopie, Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, Gambie, Ghana, Kenya, Libéria, Libye, Ile Maurice, Nigéria, République Sud-Africaine, Sierra Leone, Soudan, Tanganyika, Ouganda et Zanzibar. Des consultants et des fonctionnaires de la CEA et de la FAO ont également pris une part active aux travaux du Centre.
2. Un centre analogue est prévu pour 1965 à l'intention des autres pays africains et particulièrement des pays d'expression française. On n'en a pas moins présenté les réalisations du Maroc et de la Tunisie dans le domaine du crédit agricole pour donner aux participants la possibilité de comparer diverses solutions au problème de l'organisation du crédit agricole.
3. Ce Centre devait donner au personnel des établissements de crédit et aux responsables des politiques de crédit agricole, (crédit coopératif et contrôlé notamment), et de la programmation du développement agricole en Afrique, la possibilité de confronter leurs vues et leurs expériences, d'examiner les facilités de crédit à consentir aux agriculteurs et de déterminer parmi celles-ci celles qui seraient susceptibles de donner les meilleurs résultats. Il s'agissait, en dernier ressort, d'étudier le rôle du crédit en tant qu'instrument du développement agricole dans les pays africains, de l'accroissement de la production et de l'amélioration du niveau de vie des populations rurales.

4. Pour garantir la bonne marche des travaux et la rapidité des échanges d'informations, on avait prié les participants d'établir des documents sur la situation du crédit dans leur pays; des experts des secrétariats de la FAO et de la CEA avaient aussi préparé des documents généraux de référence.

5. Parmi les principaux sujets abordés par le Centre figuraient les suivants : les conditions économiques et sociales ayant une incidence sur les besoins de crédit agricole et notamment, la prédominance de l'agriculture de subsistance et le faible volume des cultures commerciales, la médiocrité de la productivité agricole et des revenus, les cultures itinérantes ou l'exploitation pastorale nomadique, les relations familiales et tribales, les modes de faire-valoir, la réaction des agriculteurs aux stimulants économiques; les services de commercialisation de la production; les facilités et organismes de crédit existant; le rôle des pouvoirs publics dans le lancement et le développement des systèmes de crédit agricole; la coordination des politiques de crédit agricole et des plans de prêts aux programmes nationaux de développement agricole.

6. Les documents généraux de référence traitaient de questions vitales du domaine considéré, telles que : la place du crédit agricole dans le développement agricole; les sources de capitaux pour établissements de crédit agricole; le rattachement du crédit agricole à la commercialisation et à la production; la coordination entre le crédit agricole, les coopératives et le crédit coopératif; la formation du personnel.

7. Les participants étaient venus au Centre en leur qualité de spécialistes; aucune résolution n'a été prise, aucun gouvernement ne s'est trouvé engagé. Cependant l'accord s'est fait sur toutes les questions principales. Le Centre a souligné que les établissements de crédit agricole ne répondaient pas encore aux besoins dans les pays représentés, vu notamment les besoins en capitaux croissants; que les fonds disponibles pour les prêts étaient insuffisants et qu'un des grands obstacles à l'amélioration du fonctionnement de ces établissements était le manque de personnel formé.

8. L'Afrique garde encore un caractère agricole très marqué et les revenus y sont très bas. La population est **rurale** en grande majorité. De plus, une grande partie de la population rurale se consacre à une agriculture de subsistance. Même avec sa population encore clairsemée et l'abondance relative de ses ressources naturelles, le continent est déjà importateur net de produits alimentaires et une fraction importante de ses habitants souffrent à certaines saisons de la faim et, en général, de malnutrition. La technique et les structures sociales existantes ne permettent pas de faire face aux besoins de la **faible** population actuelle. Des transformations de structure rapides et étendues seront nécessaires pour faciliter la croissance économique.

9. On a distingué quatre stades du développement agricole en Afrique :

- i) Activité de subsistance pure
- ii) Economie de subsistance principalement mais avec quelques ventes contre numéraire
- iii) Economie en grande ou en majeure partie commerciale
- iv) Economie entièrement commerciale.

Ces quatre stades peuvent coexister et coexistent de fait dans presque tous les pays africains; le principal objet de la politique agricole doit être de faciliter le passage du stade i) au stade iv) et la coordination à un secteur industriel en expansion pour offrir de plus larges débouchés et possibilités d'emploi, de préférence dans le cadre d'un plan intégré de croissance économique.

10. L'organisation et l'efficacité du crédit agricole ne sont pas les mêmes à ces quatre stades. On a, en tous cas, souligné que le crédit agricole ne constitue pas une panacée mais qu'il doit être associé à d'énergiques mesures d'amélioration de la commercialisation et des communications, des modes de faire valoir et des services de vulgarisation agricole.

11. Telle mesure sera plus efficace à tel stade du développement agricole. Au premier stade, il faut commencer par régler la distribution. Au deuxième stade, le crédit à la commercialisation peut prendre de l'importance. Au troisième et au quatrième stade, le crédit agricole à la production joue un rôle primordial et il conviendrait d'établir une relation étroite entre ce crédit et une vulgarisation agricole agissante. Les pouvoirs publics devraient concentrer leur effort de crédit sur les stades ii) et iii). Au stade iv) le financement pourrait dans une large mesure être assuré par des établissements de crédit commerciaux.

12. Il convient de ne pas confondre crédit agricole et assistance, pas plus qu'il ne convient d'encourager durablement des types d'exploitation non rentables. Le crédit doit donc être accordé libéralement aux agriculteurs progressifs, petits et grands, qui offrent à la vente une part substantielle de leur production. Le crédit agricole, en tant que moyen de fournir aux agriculteurs les ressources nécessaires à l'accroissement de la production, doit avoir sa place dans des plans et programmes agricoles gouvernementaux, eux-mêmes conçus en fonction du niveau de développement économique du pays. Il devrait y avoir au niveau du pouvoir central un organisme chargé de définir les politiques de crédit agricole et de coordonner les opérations de prêt aux échelons inférieurs.

13. Dans la plupart des pays africains, c'est aux gouvernements que revient le rôle dirigeant dans l'organisation, le financement et le contrôle du crédit agricole, c'est à eux qu'il incombe de créer les services de soutien qui donnent toute son efficacité au crédit agricole.

14. De nombreux points spécifiques relatifs aux aspects techniques du crédit agricole ont retenu l'attention. C'est ainsi que :

- a) Des prêts en nature plutôt qu'en espèces sont à recommander dans de nombreuses régions d'Afrique en raison des conditions qui y prévalent.
- b) Comme le régime des hypothèques est peu courant en Afrique, on pourra accorder les prêts en fonction de la solvabilité de l'emprunteur, elle-même évaluée d'après sa capacité de production; et ces prêts pourront être liés à la commercialisation de la récolte.

- c) Le crédit agricole contrôlé se révèle efficace en tant que méthode d'organisation dans de nombreuses régions.
- d) La demande de crédits croît quand les programmes de vulgarisation ont porté leurs fruits.
- e) Etant donné les conditions qui prévalent actuellement dans la plupart des pays africains, les crédits à court terme sont relativement plus recherchés que les prêts à moyen et à long terme.
- f) Il convient d'encourager les sociétés coopératives et organisations de commercialisation et de les utiliser pour répartir les crédits agricoles.
- g) Il faut s'efforcer de réglementer l'exercice de la profession de prêteur d'argent afin de soulager les agriculteurs des charges excessives de l'endettement rural. L'endettement rural régresse et parfois disparaît là où des organismes officiels de crédit fonctionnent efficacement.
- h) L'octroi de crédits agricoles devrait, d'une manière générale, tendre à améliorer la situation professionnelle des agriculteurs et les niveaux de vie au point de permettre aux emprunteurs de faire face 1) aux charges principales et accessoires de l'emprunt, 2) aux dépenses d'exploitation, 3) aux dépenses ménagères, 4) aux autres investissements pour l'amélioration de l'exploitation.
- i) En même temps qu'on injecte du capital dans l'agriculture, il faudrait susciter un changement d'attitude, faire adopter de meilleures techniques agricoles, améliorer les organisations d'agriculteurs, rendre l'action des animateurs plus efficace et faire disparaître les modes de faire valoir qui ont un caractère restrictif de la liberté.

15. Un rapport complet sur les débats du Centre de perfectionnement et les conclusions dégagées est en préparation.